



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le treize décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

MORVAN Marie-Claude

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie-José)
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie-France)
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Absents

FORTIN Laurence

Conseil de Communauté du 13 décembre 2019
Délibération n°DCC2019_152

| | |
|--------------|---------------------------------------|
| Objet | Débat d'orientation budgétaire |
| Rapporteur | Patrick LECLERC |
| Service | Service Finances |
| Thème | Finances |

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le débat d'orientation budgétaire n'a pas en lui-même de caractère décisionnel.

Le budget 2020 est en cours d'élaboration et s'inscrit dans la dynamique initiée en 2016 : optimisation des ressources, arbitrage de la dépense. La prospective est réalisée sur des prévisions d'exploitation et la programmation pluriannuelle des investissements. Sont consolidés les trois budgets de la Communauté suivants : Budget Général, Economie, Moulin Mer.

Depuis 2016, trois impératifs sont édictés afin de contenir le budget communautaire :

- une capacité d'autofinancement (CAF) nette de 1 million d'euros : il s'agit de l'excédent de fonctionnement de l'année après remboursement de la dette
- un fonds de roulement de 30 jours : il s'agit du résultat global de l'exercice rapporté au montant des dépenses réelles de fonctionnement.
- une capacité de désendettement inférieure à 8 années : il s'agit du rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute.

Comme les années précédentes, la prospective est établie sur des hypothèses d'évolution retenues pour chacun des trois budgets (à périmètre connu), mais les résultats sont consolidés afin de connaître la trajectoire financière globale de la Communauté.

La programmation des investissements est ensuite intégrée et la recherche de l'équilibre global est réalisée en tenant compte prioritairement de l'impératif du fonds de roulement de 30 jours.

Le recours à l'emprunt est déterminé en fonction de cette donnée, et cette nouvelle dette ainsi que son remboursement sont intégrés à la prospective. Ces hypothèses sont les suivantes.

En ce qui concerne le budget général, ci-après les principaux éléments d'évolution retenus :

- l'évolution des dépenses à caractère général serait de + 1 %,
- les frais de personnel évolueraient de + 1 %,
- les autres charges de gestion courante seraient contenues,
- les frais financiers de la dette diminuent du fait de l'extinction progressive de celle-ci,
- du côté des recettes, les produits des services sont prévus sur une stabilité. Les ressources fiscales malgré la disparition du FPIC dès 2020, seront en augmentation en 2020 (impact de la CVAE et de la hausse des produits en 2019). Il n'est pas proposé de hausse des taux de fiscalité pour cette année 2020.
- la DGF est prévue à la baisse du fait que la dotation de compensation, comme chaque année, est obérée généralement de 2 %.

Le budget Economie :

Les dépenses à caractère général sont estimées à la hausse en 2020 et stables ensuite. Comme évoqué lors du Débat 2019, la baisse des frais financiers des emprunts permet de diminuer l'enveloppe totale du fonctionnement. La participation du budget général à l'équilibre de ce budget reste calculée sur le remboursement de cette dette, capital et intérêts compris.

Les recettes se basent sur des loyers (chapitre 75), stables à compter de 2021.

Le budget Moulin Mer :

Les charges de ce budget sont prévues en stabilité sur la période étudiée.

Seuls les frais financiers seront appelés à baisser, comme pour les deux autres budgets.

Les recettes d'exploitation, uniquement composée des loyers sont stables.

Le complément de financement est apporté par le budget général, chaque année.

Le document de présentation de la prospective annexé à la présente reprend l'ensemble des hypothèses et les résultats qui en sont issus. Les ratios affichés sur la période 2020-2024 sont favorables et respectent les impératifs cités ci-dessus, tout en intégrant une programmation d'investissement conséquente.

Dans la mesure où la Communauté maintient la trajectoire de ses dépenses tant en exploitation qu'en charges de personnel, et bénéficie de la progression de ses recettes fiscales, elle dispose des capacités financières nécessaires au financement de ses politiques et projets.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les éléments présentés par la vice-présidente en charge des finances,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 26 novembre 2019

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 novembre 2019

Le conseil de Communauté prend acte :

prenne acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire, sur la base de la présentation réalisée en séance, reprenant l'ensemble des données fiscales et financières, la programmation des investissements et la trajectoire financière de la Communauté.